	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune des Deux Alpes
SIRET/SIREN
200064434
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie Les Deux Alpes 48 Avenue de la Muzelle 38860 LES DEUX ALPES 04 76 79 24 24 accueil@mairie2alpes.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame Agnès ARGENTIER, 2 ^{ème} adjointe en charge de l'Urbanisme
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
BRACCALENTI Camille – Chargée d'études en urbanisme – bureau d'études Alpicité
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

camille.braccalenti@alpicite.fr Alpicité, Av. de La Clapière - 1, Rés. La Croisée des Chemins - 05200 EMBRUN 06.75.52.09.31
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Venosc
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
La commune de Venosc a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal du 30 mai 2011. Depuis son approbation, le PLU a été modifié à cinq reprises : <ul style="list-style-type: none"> - Modification de droit commun n°1 approuvée le 9 septembre 2013 ; - Modification de droit commun n°1 approuvée le 5 août 2016 ; - Mise en compatibilité (Les Ougiers) approuvée le 18 décembre 2017 ; - Modification simplifiée n°1 approuvée le 28 mai 2018 ; - Mise en compatibilité (Les Clarines) approuvée le 26 novembre 2018. <p>Le document est consultable sur le site de la mairie des Deux Alpes (https://www.mairie2alpes.fr/page-plu_venosc)</p>
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune déléguée de Venosc
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La modification de droit commun n°3 du PLU de Venosc porte sur le règlement écrit, le règlement graphique et les annexes. Ces secteurs sont localisés dans l'annexe 2 – Documents graphiques tout comme leur évolution avant/après. Le dossier de modification de droit commun n°3 complet est également joint en annexe n°1

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input type="checkbox"/> Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de l'Oisans est actuellement en cours d'élaboration.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SAGE Drac Romanche Parc National des Ecrins La commune de Venosc est couverte par un projet de PPR et d'études complémentaires sur les aléas traduites dans le règlement écrit du PLU.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Compte tenu de l'éloignement de la Zone Natura 2000 de toutes les zones habitées et des critères spécifiques de sensibilité dégagés par la DOCOB de 2008, l'ensemble des partenaires institutionnels concernés a convenu que l'évaluation environnementale du PLU prévue par les articles R. 121-14 et R. 121-15 du Code de l'urbanisme ne devrait pas être nécessaire, sauf bouleversements apportés par de l'urbanisation ou des voies nouvelles. En ce qui concerne le site ZPS FR9310036 (Directive Oiseaux, « Les Ecrins »), l'absence de zones habitées ou urbanisables situées dans son périmètre rend également non indispensable l'évaluation environnementale du PLU.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Les procédures de modification de droit commun n°1 et 2 n'ont pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.
Les procédures d'évolutions suivantes ont fait l'objet d'une évaluation environnementale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU « Les Ougiers » ; ▪ Modification simplifiée n°1 du PLU ; ▪ Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU « Les Clarines »
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Sur ces trois procédures, l'autorité environnementale n'a pas rendu d'avis.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>Les modifications de droit commun n°1 et n°2 n'ont pas fait l'objet d'évaluation environnementale.</p> <p>Les 3 procédures d'évolution du PLU les plus récentes, ont fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p>
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<p>- Modification de droit commun n°1 approuvée le 9 septembre 2013 ;</p> <p>Objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Classer en A des secteurs agricoles ; ▪ Modifier l'article 11 du règlement concernant les hauteurs maximum des bâtiments ; ▪ Engager une étude ayant pour objectif la meilleure utilisation de la télécabine ; ▪ Retirer de la construction les projets de construction hors zone urbanisable ; <p>- Modification de droit commun n°2 approuvée le 5 août 2016 ;</p> <p>Objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Modifications limites entre AU1 et UCb ; ▪ Suppression, modification et création d'ER ; ▪ Modification OAP La Ville ; ▪ Création OAP l'Alleau, autoriser stockage hydrocarbures UI ; ▪ Modification règles d'implantation en UA, UB, UC ; <p>- Mise en compatibilité (Les Ougiers) approuvée le 18 décembre 2017 ;</p> <p>Objet : extension de la carrière Les Ougiers ;</p> <p>- Modification simplifiée n°1 approuvée le 28 mai 2018 ;</p> <p>Objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Article 6 des zones UA, UB, UC, AUA, AUC, A, N : Le calcul de la hauteur se fait actuellement par rapport à la longueur de la voie, or il s'agit de la largeur de la voie ; ▪ Article 12: Le nombre minimal d'emplacement de stationnement est pour les constructions à usage d'habitation de 1 place par tranche de 50m² de Surface Plancher (SP) et pour les hébergements hôteliers d'une place par tranche de 80m² de SP, étant précisé qu'il s'agit de la Surface de Plancher entamée et que la largeur minimale autorisée d'une place de stationnement est de 2,5 mètres ; ▪ Article 11 de la zone UC : dans les dispositions particulières il est précisé : dans les secteurs UAa les lignes de faîtage des toitures principales ne sont pas orientées dans le sens de la pente, il ne s'agit pas du secteur UAa mais du secteur UCa ; ▪ Article 7 de la zone UI : Les constructions sont autorisées en retrait des limites à une distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 m (voir schéma 2). Vu le caractère de la zone il convient de maintenir 5 m mais de renvoyer au nouveau schéma 2bis ; ▪ Article 10 de toutes les zones : Il n'est pas précisé le point de départ de la mesure de la hauteur de la construction. Il faut donc préciser que la hauteur est mesurée à

partir du Terrain Naturel et définir la notion de Terrain Naturel en fonction des déblais et remblais ;

- Afin de faciliter la compréhension du règlement écrit, il convient de modifier les schémas ;
- Afin de permettre la réalisation d'opération d'aménagement, il faut supprimer un emplacement réservé devenu inutile. Il s'agit de l'emplacement réservé n°4 situé rue de la forêt. La capacité de construction de la zone UCb est augmentée de 1,3% ;
- Réduire l'emplacement n°10 situé aux Granges à Venosc village pour qu'il coïncide exactement avec le parking municipal. La capacité de construction de la zone AUCb est augmentée de 6%
- Rappeler la réglementation liée au calcul de la surface de plancher dans les dispositions générales ;
- Actualiser les dispositions générales et notamment les définitions au regard des dernières fiches techniques publiées par le ministère ;
- Rappeler dans les dispositions générales la réglementation relative aux obligations de réalisation des aires de stationnement.

- Mise en compatibilité (Les Clarines) approuvée le 26 novembre 2018

Objet : permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet des Clarines, sur le secteur retenu, classé en zone UB et minoritairement en zone Nski.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification de droit commun n°3 de la commune déléguée de Venosc

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Selon l'INSEE, au recensement de la population légale de 2019, la commune des Deux Alpes compte 1 929 habitants.

Les dernières données disponibles sur la commune déléguée de Venosc datent de 2014, la population était de 756 habitants.

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	La superficie de la commune déléguée de Venosc est de 3 960 hectares.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Zones U	54,26	1,37%	--	--
Zones AU	14,01	0,35%		

Zones A	255,61	6,45%	--	--
Zones N	3636,56	91,83%	--	-
Total	3957,7312	100%	--	--

La seule modification de zone apportée par la modification de droit commun n°3 reclasse une partie de la zone Nlo en zone Na sur près de 1329 m². La répartition par type de zone (U, AU, A et N) est inchangée.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PLU étant ancien et antérieur à la loi ALUR, il ne dispose pas de ces objectifs.

Cf : PADD non modifié en annexe 6.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Les objectifs de la modification de droit commun sont :

- Garantir une bonne insertion des pompes à chaleur et climatiseurs dans l'ensemble des zones U et AU règlementées ;
- Ajouter des rappels concernant les réglementations relatives aux déchets ménagers ;
- Imposer un coefficient d'espaces verts dans les zones U (hors zone artisanale) et AU règlementées ;
- Créer, modifier et/ou supprimer des emplacements réservés ;
- Autoriser les aménagements de camping ou caravanage en zones urbaines (hors zone artisanale) ;
- Limiter le nombre d'accès par unité foncière dans l'ensemble des zones U et AU ;
- Intégrer le schéma directeur des eaux pluviales en cours d'élaboration dans le règlement et en annexes ;
- Ajouter dans les dispositions générales : un rappel au L111-15 du Code de l'Urbanisme et que les reconstructions sont autorisées dans la limite de 5 ans ;
- Permettre aux constructions, ouvrages techniques et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif de ne pas être soumis aux mêmes règles d'implantation, de hauteur et d'aspect que les autres constructions ;
- Imposer la réalisation d'un minimum de 25% de logements sociaux sur les opérations de plus de 10 logements dans les zones U et AU ;
- Intégrer dans les dispositions générales la hauteur minimale des surplombs et préciser les cas dans lesquels ils ne comptent pas dans le recul minimal à respecter des constructions ;
- Créer une zone Na autour de la Chèvrerie du Sellier ;
- Exclure les saillis du recul minimal des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ;
- Autoriser les constructions sur certaines limites, sur tout ou partie de la zone artisanale ;
- Autoriser les exploitations agricoles en zone N ;
- Harmoniser le règlement (écrit et graphique) avec celui de Mont-de-Lans en permettant notamment de :
 - Renommer les différentes zones ;

- Réorganiser et compléter les dispositions générales contenues dans le titre I du règlement avec la division de territoire en zones, le champ d'application du règlement, les dispositions particulières (comprenant notamment : les adaptations mineurs et techniques, les clôtures, les risques, les antennes, l'assainissements, la création d'accès sur la voie publique, le stationnement, les chalets d'alpage, la réciprocité avec les bâtiments agricoles, les emplacements réservés, les permis de démolir, etc...), les définitions et les notions des destinations de constructions au titre du code de l'urbanisme ;
- Reformuler les dispositions relatives aux installations classées soumises à autorisation, dépôts de matériaux et stationnements de caravanes isolées interdits dans les zones concernées ;
- Interdire en zones U et AU règlementées, les garages métalliques type préfabriqué, les bungalows et toutes constructions provisoires ou d'habitat léger de loisirs, les mobiles-homes et résidences mobiles et les affouillements et exhaussements non liés aux occupations et utilisations autorisées par ailleurs ;
- Interdire le changement de destination des hébergements hôteliers sur la station ;
- Supprimer les interdictions relatives à la limitation des commerces de plus de 200m² de surface de vente (sur la station uniquement), aux groupements de constructions, aux commerces uniquement en rez-de-chaussée, au dépôt de matériaux divers et hydrocarbures, aux constructions à usage de stationnements dans les zones urbaines concernées ;
- Supprimer le périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG) ;
- Autoriser sous condition dans les zones U et AU (hors zone artisanale), l'extension et la création des bâtiments à usage artisanal, sur la station également, la création, déplacement ou développement d'ICPE et dans les autres zones U et AU également (hors zone artisanale), l'extension des exploitations agricoles ;
- Exiger sur la station, la création de logements saisonniers lors d'opérations produisant plus de 1000m² de surface de plancher d'hébergement hôtelier ;
- Modifier les règles relatives aux accès dans les zones U et AU règlementées en permettant notamment de réduire la largeur minimale des voies à usage public ;
- Reformuler les dispositions relatives à l'eau potable, à l'assainissement, vidanges de piscines, réseaux électriques, téléphoniques et de télédistribution dans les zones concernées ;
- Modifier les règles d'implantation des bâtiments et la méthode de calcul, sur les zones U et AU, notamment le long de l'Avenue de la Muzelle ;
- Permettre aux hôtels sur la station d'avoir une marge de recul réduite dans certains cas ;
- Sur les zones U et AU (hors zone artisanale) et notamment le long de l'avenue de la Muzelle, modifier les règles de hauteur ;
- Modifier les règles de stationnements et les ratios dans l'ensemble des zones ;
- Modifier les règles sur les espaces libres et plantations et espaces boisés classés dans l'ensemble des zones ;
- Intégrer les articles sur la performance énergétique et environnementale et les infrastructures et réseaux de communications numériques et les réglementer notamment dans les zones U et AU ;
- Harmoniser les aspects des façades notamment sur la station ;
- Enfin des erreurs matérielles ou les besoins de mises à jour des annexes du PLU et/ou des mentions du Code de l'Urbanisme, qui pourront apparaître au cours du travail, pourront être corrigées.

L'arrêté du Maire prescrivant la modification de droit commun n°3 du PLU et l'arrêté modificatif venant ajuster les motifs de la procédure sont annexés au présent formulaire d'examen au cas par cas (annexes 5).

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Une zone Na autorisant les activités agricoles autour d'une chèvrerie existante est créée néanmoins celle-ci était déjà classée en zone naturelle Nlo.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet – NON CONCERNE
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) – NON CONCERNE
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur– NON CONCERNE
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité</p>

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune déléguée est couverte dans son intégralité par Loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le territoire de Venosc est couvert par la Zone Natura 2000 des Ecrins, qui couvre une grande partie de la commune située au sud du Vénéon, au-dessus des hameaux de la Danchère et de l'Alleau.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune est située dans l'aire d'adhésion du Parc National des Ecrins, une grande partie au sud du Vénéon est en zone centrale du PNE.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	6 sites inscrits au titre des Monuments historiques et sites : <ul style="list-style-type: none"> - Alpes de Venosc, l'ancienne tourbière et ses environs (arrêté du 3 décembre 1942) ; - Ensemble de rochers et de gros blocs d'éboulement dit « clavier de Saint-Christophe » (arrêté du 16 décembre 1943) ; - Lac de la Muzelle et ses abords sur une largeur de 200 m à partir de ses rives (arrêté du 1^{er} mars 1941) ; - Cascade formée par le ruisseau de la Muzelle à son

			<p>confluent avec le Vénéon, en face de Bourg d'Arud (arrêté du 1^{er} mars 1941) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan du Lac (arrêté du 16 décembre 1943) ; - Lac de Lauvitel et ses abords sur une largeur de 200 m à partir de ses rives (arrêté du 1^{er} mars 1941). <p>Quatre de ces six sites (N° 2 à 6) sont situés à l'écart de l'urbanisation. Trois de ces sites sont essentiellement situés sur les communes voisines de Saint-Christophe-en-Oisans (sites N°2 et 5) et de Bourg d'Oisans (site N°6) et ne concernent pas la commune qu'à la marge, dans des zones inhabitées.</p>
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune dispose d'un projet de plan de prévention des risques naturels du 20 août 1999 et d'études complémentaires portant sur les Aléas. Ces éléments sont retranscrits en prescriptions au PLU
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'existe pas de PPR miniers sur la commune. Cependant elle dispose d'un Porter à connaissance en matière de risques miniers qui est annexé au PLU.

Annexe II

Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les zones humides sont essentiellement représentées par le Vénéon, le lac et la tourbière de la Muzelle.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU en vigueur comporte des éléments sur les continuités écologiques dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement. La Vallée du Vénéon est mis en avant comme un axe important de passage de la faune sauvage. Les villages et hameaux anciens ne forment pas un obstacle significatif à ces déplacements et peuvent aisément être contournés par la grande faune.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	On dénombre à Venosc 8 ZNIEFF, dont 1 de type II et 7 de type I.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site de Lanchâtra-Les-Soreillers a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection de biotope du 29 novembre 1990 couvrant 6,5 ha de landes fruticées et prairies dans le vallon de la Muzelle, en limite de Saint-Christophe-en-Oisans. Il est situé à l'écart de toute zone habitée, dans un secteur peu fréquenté.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune déléguée est couverte dans son intégralité par Loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune dispose d'un projet de plan de prévention des risques naturels du 20 août 1999 et d'études complémentaires portant sur les Aléas. Ces éléments sont retranscrits en prescriptions au PLU. La modification de droit commun n°3 n'a aucune incidence sur les risques naturels puisqu'elle ne crée pas de surfaces supplémentaires constructibles dans les zones soumises à un risque et que les modifications apportées au règlement ne concernent pas les risques.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La quasi-totalité du territoire de Venosc est couvert par une ZICO, à l'exception de la partie station.</p> <p>La ZPS quant à elle couvre uniquement la partie Sud et ne frappe pas de zones urbaines ou à urbaniser (ni la zone Na créée).</p> <p>Les modifications apportées n'engendrent pas d'impacts supplémentaires puisque celles-ci portent majoritairement sur des ajustements réglementaires. Concernant le zonage, seule la zone Na est créée sur une zone existante Nlo déjà présente dans le périmètre de ZICO.</p>



En bleu ci-dessus le périmètre de ZICO et en contour rouge le périmètre de ZSC et vert la ZPS.

D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune est située dans l'aire d'adhésion du Parc National des Écrins, une grande partie au sud du Vénéon est en zone centrale du PNE.</p> <p>Les modifications apportées par la modification de droit commun n°3 n'auront pas d'incidences dessus.</p>
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>6 sites inscrits au titre des Monuments historiques et sites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alpes de Venosc, l'ancienne tourbière et ses environs (arrêté du 3 décembre 1942) ; - Ensemble de rochers et de gros blocs d'éboulement dit « clapier de Saint-Christophe » (arrêté du 16 décembre 1943) ; - Lac de la Muzelle et ses abords sur une largeur de 200 m à partir de ses rives (arrêté du 1^{er} mars 1941) ; - Cascade formée par le ruisseau de la Muzelle à son confluent avec le Vénéon, en face de Bourg d'Arud (arrêté du 1^{er} mars 1941) ; - Plan du Lac (arrêté du 16 décembre 1943) ; - Lac de Lauvitel et ses abords sur une largeur de 200 m à partir de ses rives (arrêté du 1^{er} mars 1941). <p>Quatre de ces six sites (N° 2 à 6) sont situés à l'écart de l'urbanisation. Trois de ces sites sont essentiellement situés sur les communes voisines de Saint-Christophe-en-Oisans (sites N° 2 et 5) et de Bourg d'Oisans (site N°6) et</p>

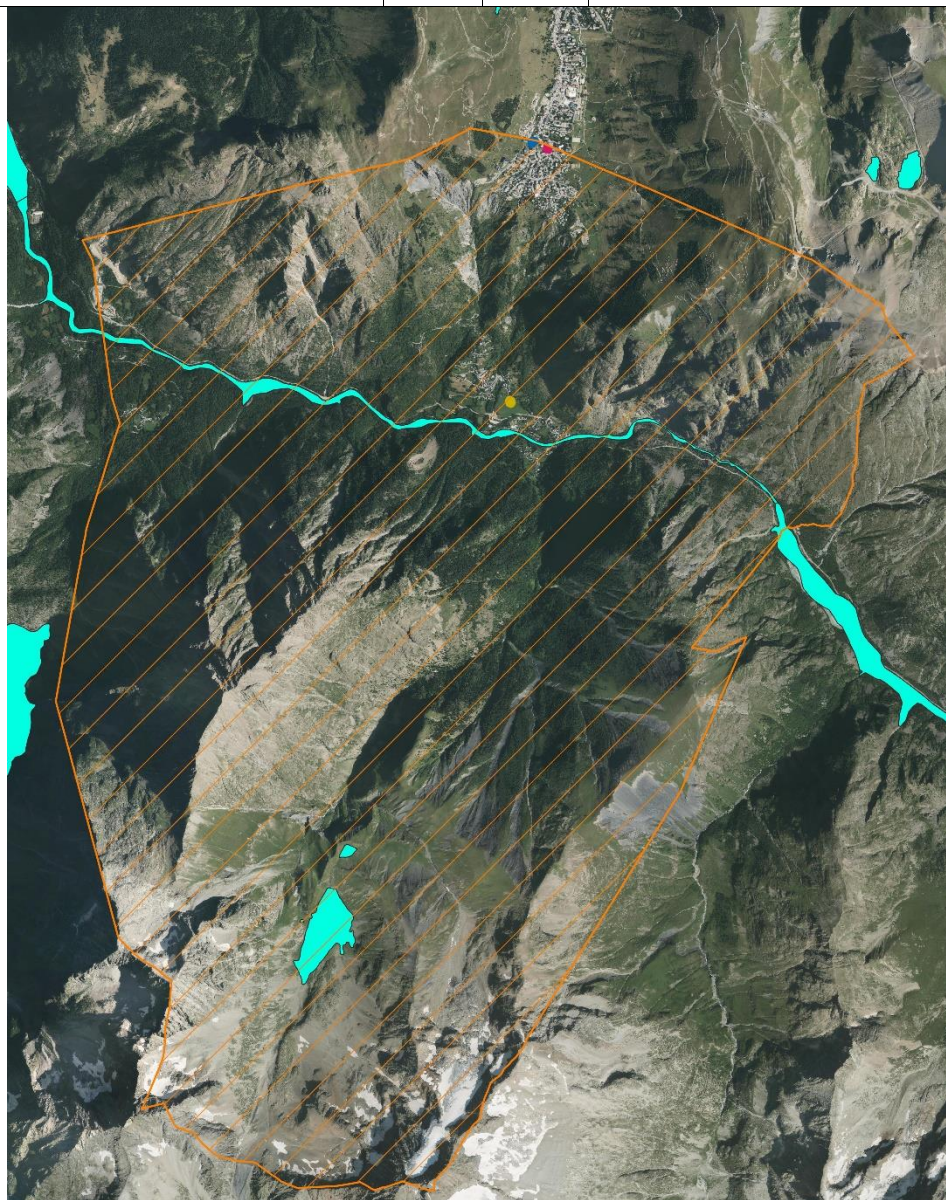
		ne concernent pas la commune qu'à la marge, dans des zones inhabitées.
		Les modifications apportées par la modification de droit commun n°3 n'auront pas d'incidences sur les sites.



Localisation des sites inscrits

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine			
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les zones humides sont situées en dehors des zones U et AU du PLU actuellement en vigueur. La zone Na créée n'est pas située sur une zone humide.</p> <p>Les modifications réglementaires apportées dans la modification de droit commun n°3 du PLU n'ont pas d'incidences sur ces zones.</p>



Légende - Secteurs concernés par la modification de droit commun n°3 du PLU de la commune déléguée de Venosc :

- Commune
- Zones humides
- Créer, modifier et ou supprimer des emplacements réservés
- Créer une zone Na autour de la Chèvrerie du Sellier
- Supprimer le périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG)

Localisation des zones humides

Annexe II

<p>D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU en vigueur comporte des éléments sur les continuités écologiques dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement. La Vallée du Vénéon est mis en avant comme un axe important de passage de la faune sauvage. Les villages et hameaux anciens ne forment pas un obstacle significatif à ces déplacements et peuvent aisément être contournés par la grande faune.</p> <p>Les modifications apportées dans la modification de droit commun n°3 du PLU n'ont pas d'incidences sur ces zones.</p>
<p>D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est couverte par des ZNIEFF de type 1 et 2. Les ZNIEFF de Type 2 ne se trouvent pas à proximité de la partie urbanisée de la commune. Seule la zone Na créée est située dans une ZNIEFF de Type 2. Néanmoins la zone était déjà existante mais classée en Nlo.</p> <p>Les ZNIEFF de type 1 quant à elles couvrent la majeure partie du territoire seule le Nord et la station ne sont pas concernées.</p> <p>Les modifications apportées dans la modification de droit commun n°3 du PLU n'ont pas d'incidences sur ces zones.</p>



Légende - Secteurs concernés par la modification de droit commun n°3 du PLU de la commune déléguée de Venosc :

- Commune
- Créer, modifier et ou supprimer des emplacements réservés
- Créer une zone Na autour de la Chèvrerie du Sellier
- Supprimer le périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG)

Znieff1

Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique Type 1

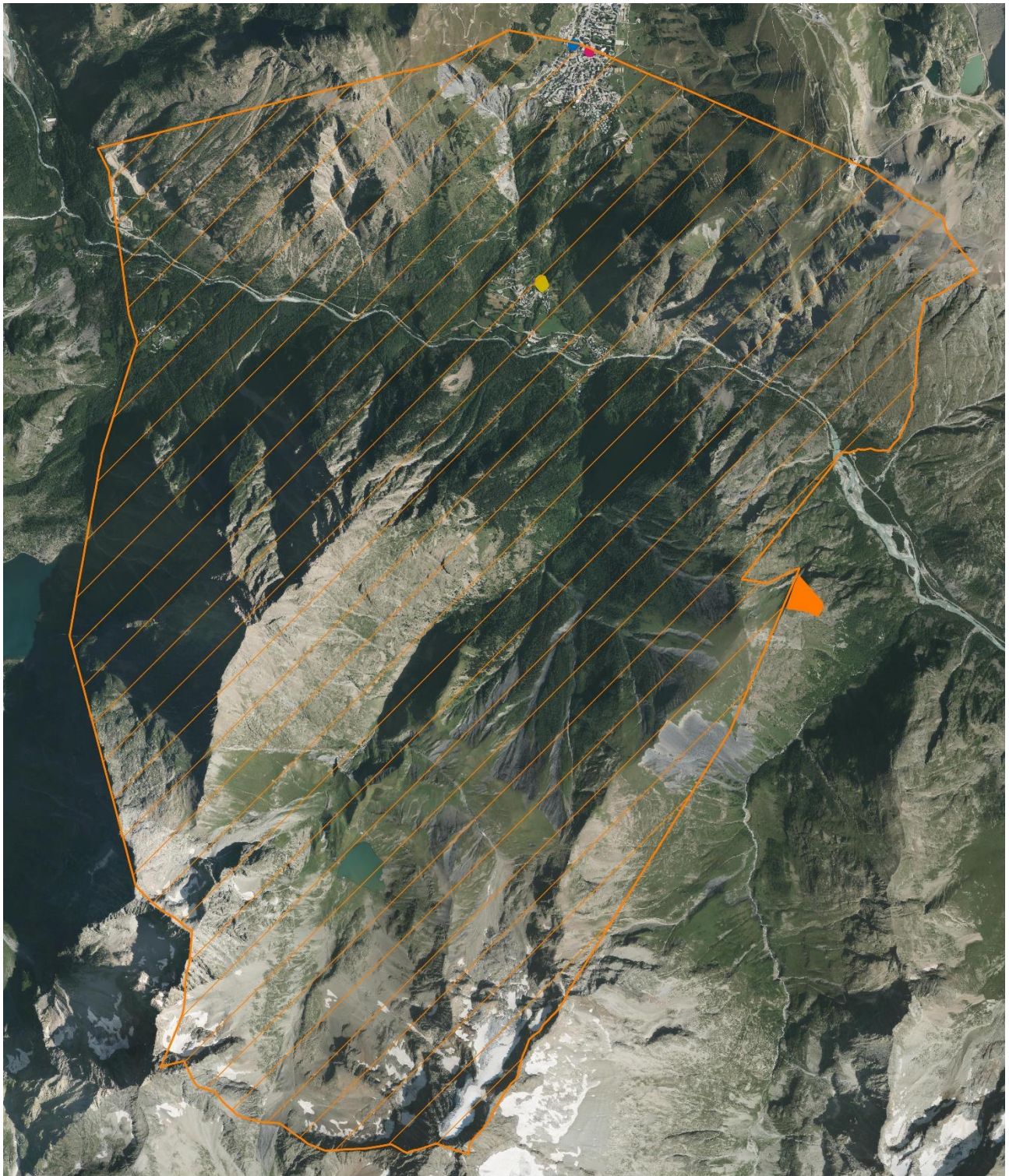
Znieff2

Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique Type 2





Localisation des ZNIEFF

Annexe II


D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site de Lanchâtra-Les-Soreillers a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection de biotope du 29 novembre 1990 couvrant 6,5 ha de landes fruticées et prairies dans le vallon de la Muzelle, en limite de Saint-Christophe-en-Oisans.</p> <p>Il est situé à l'écart de toute zone habitée, dans un secteur peu fréquenté.</p> <p>Les modifications apportées dans la modification de droit commun n°3 du PLU n'ont pas d'incidences sur ce site.</p>



Légende - Secteurs concernés par la modification de droit commun n°3 du PLU de la commune déléguée de Venosc :

-  Commune
-  Créer, modifier et ou supprimer des emplacements réservés
-  Créer une zone Na autour de la Chèvrerie du Sellier
-  Supprimer le périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG)

Arrêts de protection de biotope

 Arrêts de protection de biotope



Localisation de l'Arrêté de protection de Biotope

D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

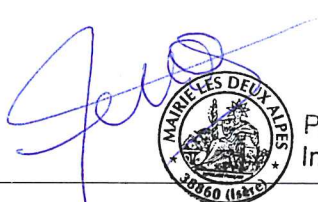

Si oui, précisez :

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Août/septembre 2023
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui possibilité durant l'enquête publique de faire parvenir les avis par mail

<input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Mise à jour du zonage des eaux pluviales Modification de droit commun n°2 du PLU de Mont-de-Lans
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Annexe 5. Arrêté prescrivant l'engagement de la modification de droit commun n°3 du PLU et l'arrêté modificatif ajustant les motifs engageant la modification de droit commun n°3 du PLU.		
Annexe 6. PADD du PLU actuellement opposable (non modifié par la procédure de modification de droit commun n°3)		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	les Deux Alpes	le,	9 juin 2023
Nom	TERRAS	Prénom	Inès
Qualité	Directrice urbanisme		
Signature			
  Par délégation du Maire Inès TERRAS			